

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 08 JAN. 2016

mettant en demeure la société SIAT BRAUN
46, rue de Général-De-Gaulle à URMATT (67126 MOLSHEIM CEDEX)
de respecter des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2007 modifié

Le Préfet de la Région Alsace
Le Préfet du Bas-Rhin

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 autorisant la société SIAT BRAUN située au 46, rue de Général De Gaulle à URMATT (67126 MOLSHEIM CEDEX) à exploiter un site avec des unités de stockage, de travail et de traitement du bois,
- Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 2012 autorisant la société SIAT BRAUN située au 46, rue de Général De Gaulle à URMATT (67126 MOLSHEIM CEDEX) à exploiter un site avec une centrale de cogénération, des séchoirs à sciage, une unité de production de pellets et une installation de traitement par autoclave,
- Vu le rapport du 16 décembre 2015 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que les appareils de distribution et de remplissage ne sont pas protégés contre les heurts de véhicules, et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 18.6 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 susvisé ;

Considérant que la date de fabrication du flexible de distribution ou de remplissage est illisible, et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 18.6 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 susvisé ;

Considérant que l'aire de distribution ou de remplissage de liquides inflammables n'est pas étanche aux produits susceptibles d'y être répandus, et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 18.6 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 susvisé ;

Considérant qu'aucun rapport d'entretien n'est mis à la disposition de l'inspection, et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 18.6 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 susvisé ;

Considérant qu'aucun rapport de l'installation électrique n'est mis à la disposition de l'inspection, et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 18.6 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 susvisé ;

Considérant que les réservoirs simple enveloppe enterrés devaient être remplacés ou transformés selon l'échéance du 31 décembre 2013, et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 18.6 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 susvisé ;

Considérant qu'aucune consigne d'exploitation n'est mise à la disposition de l'inspection, et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 18.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 susvisé ;

Considérant qu'aucun document justifiant que la vérification d'étanchéité des cuves est bien faite tous les dix-huit mois, et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 18.2.6 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement qui stipulent que : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

A R R Ê T E

Article 1 :

La société SIAT BRAUN, dont les installations sont sises 46, rue de Général De Gaulle à URMATT (67126 MOLSHEIM CEDEX) est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 18.2.3, 18.2.6 et 18.6 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 susvisé, sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- L'article 18.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2007 :
*« Installations de distribution de liquides inflammables
Les appareils de distribution et de remplissage doivent être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues. Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.
 Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.
Le flexible de distribution ou de remplissage doit être conforme à la norme NF T47 255. Il est entretenu en bon état de fonctionnement et remplacé au plus tard six ans après sa date de fabrication.
 Le robinet de distribution est muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.
 L'ouverture du clapet du robinet et son maintien en position ouverte ne doivent pas pouvoir s'effectuer sans intervention manuelle.
L'aire de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci. Les liquides ainsi collectés doivent, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables et à assurer une teneur en hydrocarbures totaux des rejets inférieure à 5 mg/l.
 Toute installation de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être pourvue en produits fixant ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus.
 Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...).
Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur sont situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution.
 Les canalisations seront implantées dans des tranchées dont le fond constitue un support suffisant. Le fond de ces tranchées et les remblais sont constitués d'une terre saine ou d'un sol granuleux (sable, gravillons, pierres ou agrégats n'excédant pas 25 millimètres de diamètre).
 Dans tous les cas, une distance minimale d'éloignement de 4 mètres mesurée horizontalement, devra être observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois d'appareils de distribution.
 Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis. Ils sont régulièrement entretenus par un technicien compétent. Les rapports d'entretien sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Une commande de mise en œuvre manuelle double le dispositif de déclenchement automatique de la défense fixe contre l'incendie.
 Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.*

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables, ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques sont reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons doit présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre est inférieure à 10 ohms.

L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an. La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au préposé responsable de l'exploitation de l'installation. Les réservoirs enterrés et les canalisations enterrées associées sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et leurs équipements annexes. »

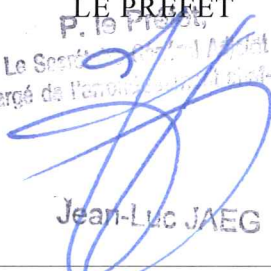
- L'article 18.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2007 :
« Station de traitement du bois : Consignes d'exploitation
Les consignes prévoient notamment :
- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage. »
- L'article 18.2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2007 :
« Station de traitement du bois : Vérification
Les installations de traitement non soumises à la réglementation des appareils à pression doivent satisfaire, tous les dix-huit mois, à une vérification de l'étanchéité des cuves. Cette vérification, qui pourra être visuelle, sera renouvelée après toute réparation notable ou dans le cas où la cuve de traitement serait restée vide 12 mois consécutifs. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement,

Article 3 :

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
 - le Sous-Préfet de MOLSHEIM,
 - le Directeur de la société SIAT BRAUN,
 - le Maire de URMATT,
 - le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace (service de l'inspection des installations classées),
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET
P. le Préfet
Le Secrétaire général de la Préfecture
chargé de l'environnement et du logement

Jean-Luc JAEG

Délais et voies de recours

Article R.514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.